

RUANDA-URUNDI

Service Pénitentiaire

R. N. P. 4889/F

6608

R-E

15548

V 2^e cat.

Prison de

Ruhengeri

Kicigali Ruhengeri

Frais et 32% sur 480 sur D.I. payés
lt 25.8.54. Quitt. 952/0490/C

Nom

KYEYUNE Damien

Origine

Bunamweya

Chefferie

Gadondo

Territoire

Kampala (Uganda)

Profession

Chauffeur

N° du R.E.

~~6353~~ - ~~15548~~ 6608

Formule dactyloscopique :

Arrêté le

8 mars 1954

Condamné le :

8 - 6 - 54 à

Huit mois et huit jours SPP
100f. d'am. ou 10 jours SPS
800f. d.I. ou 3 mois C.P.C.

1/4 de peine :

(6-6-54) après fug^T

Sorti le

11. 11. 54 / 21. 11. 54 / 19. 2. 55
28. 11. 54

Transféré le :

Rapatrié le :

Expulsé le :

Décédé le :

LE GARDIEN.



P.O. [Signature]

LE TRIBUNAL DE RESIDENCE DU RUANDA, SEANT A KIGALI, Y SIERGEANT EN MATIERE REPRESSIVE, A RENDU LE JUGEMENT SUIVANT :

AUDIENCE PUBLIQUE DU 8 JUIN 1954

EN CAUSE :
MINISTERE PUBLIC
CONTRE :

KYEYUNE, muganda, fils de Serwanga (+) et de Kabirumbi Agnès, originaire de la colonie Bunamwaya, sous-chef Kago, chafferie Cyadondo, territoire de Kampala Uganda, résidant au camp swahili à Ruhengeri, marié à Nzera, père de 2 enfants, chauffeur au service du sieur Salim bin Said Esri à Ruhengeri, sans condamnation antérieure, adulte valide, détenu préventivement depuis le 8 mars 1954;

VU, par le Tribunal de Résidence du Ruanda, séant à Kigali, y siégeant en matière répressive, la procédure suivie à charge du prévenu qualifié ci-dessus pour :

- a) Avoir, le 5 mars 1954, sur la route de Katumba à Ruhengeri et à 42 Kms. de cette dernière localité, par défaut de prévoyance et de précaution, et sans intention d'attenter à la personne d'autrui, involontairement causé des blessures aux nommés Singirankabo et Kalimunda; fait prévu et puni par les art. 32 et 34 du C.F.L.II;
- b) Aux mêmes lieu et date, conduisant le camion RU 5160, n'être pas resté maître de sa vitesse; fait prévu et puni par les art. 19, 2 et 61 de l'Ord. du 12 mars 1949 applicable au Ruanda-Urundi par l'ORU. du 27-9-49;
- c) A la même date, sur la route de Katumba à Ruhengeri, conduit le camion RU 5160 alors que le frein unique ou l'un des deux freins indépendants n'était pas suffisamment efficace ou à action rapide; fait prévu et puni par les art. 33, 2 et 61 de la même ordonnance;
- d) A la même date entre Usumbura et Ruhengeri, conduisant le camion RU 5160 pour le compte du sieur Salim bin Said transporté des personnes sans l'autorisation écrite de ce dernier; fait prévu et puni par les art. 1 et 2 de l'ORU. du 12-8-1953;

VU la comparution volontaire du prévenu qui déclare renoncer expressément à son droit de réclamer la formalité de la citation;

OUI le prévenu en son interrogatoire;

OUI le Ministère Public en ses conclusions et réquisitions conformes;

OUI le prévenu en ses dires et moyens de défense présentés par lui-même;

SUR QUOI Le Tribunal prononce sur les bancs le jugement dont les termes sont repris ci-après :

ATTENDU que le 5 mars 1954 le prévenu conduisait le camion RU 5160 appartenant au sieur Salim bin Said et qu'à 42 kms. de Ruhengeri le camion se renversa dans un virage;

ATTENDU que le prévenu prétendit d'abord que les freins avaient subitement cessé de fonctionner et que l'accident était dû à cette raison; puis qu'il

.../...

déclara que dès le départ d'Usumbura les freins ne répondaient qu'à la deuxième ou à la troisième pression;

ATTENDU qu'il déclara avoir à Usumbura signalé l'état des freins à son maître mais que celui-ci déclara que c'est faux;

ATTENDU qu'il déclare aussi l'avoir signalé à son maître quand il le vit sur la route, mais que Salim bin Said affirme que le prévenu lui a dit avoir dû travailler aux freins et les avoir réparés;

ATTENDU que le camion était lourdement chargé, et qu'au moment de l'accident il roulait en 4me vitesse dans une légère descente;

ATTENDU que le boy-chauffeur a déclaré que le camion roulait un peu trop vite tandis que les nommés Karimunda et Mukanyandekwa ont dit qu'il roulait très vite;

ATTENDU qu'il résulte de ce qui précède que le prévenu a commis un excès de vitesse et a conduit un camion dont il savait les freins en mauvais état;

ATTENDU que l'accident fut deux blessés, les nommés Singirankabo qui est guéri et Kalimunda dont l'incapacité définitive ne put encore être fixée;

ATTENDU que conduire à une vitesse exagérée un camion dont les freins fonctionnent mal constitue une imprudence et un défaut de précaution;

ATTENDU par conséquent que les trois premières préventions sont établies telles qu'elles sont libellées, qu'il y a lieu, vu le concours idéal, de ne prononcer qu'une seule peine, la plus forte, soit celle qui est prévue par l'art. 54 du C.P.;

ATTENDU qu'il convient de condamner d'office le prévenu à payer des dommages-intérêts aux victimes; que ces dommages-intérêts peuvent être fixés ex aequo et bono à 300 frs. en faveur de Singirankabo; et à titre provisionnel à 500 frs. en faveur de Kalimunda, en attendant qu'ils puissent être fixés définitivement;

ATTENDU que la 4me prévention est établie par les aveux du prévenu et les déclarations du sieur Salim bin Said; qu'il y a lieu de condamner le prévenu de ce chef;

PAR CES MOTIFS :

LE TRIBUNAL,

VU les articles 5, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 15, 16, 17, 20, 52 et 54 du code pénal congolais applicable au Ruanda-Urundi;

VU les articles 19, 2, 33, 2 et 61 de l'Ord. du 12 mars 1949 rendue applicable au Ruanda-Urundi par l'ORU du 27-9-49;

VU l'Ord. du Ruanda-Urundi du 12-8-1953;

VU le décret du 11 juillet 1923 tel que modifié à ce jour formant le code de procédure pénale congolais applicable au Ruanda-Urundi;

VU le décret du 5 juillet 1948 sur la réorganisation judiciaire au Ruanda-Urundi;

STATUANT CONTRADICTOIREMENT;

DECLARE l'infraction de blessures par imprudence, les infractions à la police du roulage et l'infraction de transport illicite de passagers, telles qu'elles sont libellées aux préventions, établies dans le chef du prévenu KYEYUMU et en conséquence ;

LE CONDAMNE du chef de blessures par imprudence, et des infractions à la police du roulage à une peine unique de HUIT MOIS de servitude pénale, vu le concours idéal, et du chef du transport illicite de passagers, à HUIT JOURS de servitude pénale principale et CENT FRANCS d'amende en édictant une servitude pénale subsidiaire de DIX JOURS en cas de non payement dans le délai légal;

PRONONCE le cumul de ces peines soit le condamné à une peine unique de HUIT MOIS HUIT JOURS de servitude pénale principale, ~~et~~ à une amende de CENT FRANCS et à DIX JOURS de servitude pénale subsidiaire en cas de non payement dans le délai légal;

LE CONDAMNE en outre aux frais de l'instance taxés en totalité à la somme de CENT QUARANTE NEUF FRANCS réduite d'office à SEPTANTE CINQ FRANCS en édictant une contrainte par corps d'une durée de SEPT JOURS en cas de non payement dans le délai légal;

STATUANT d'office sur les intérêts civils des parties lésées, indigènes du Ruanda-Urundi;

CONDAMNE KYEYUMU à payer à titre de dommages-intérêts à SINGIRANKABO la somme de TROIS CENTS FRANCS en édictant une contrainte par corps d'une durée de ~~UN~~ MOIS en cas de non payement dans le délai de TROIS MOIS et à KARIMUNDA provisoirement la somme de CINQ CENTS FRANCS en édictant une contrainte par corps d'une durée de DEUX MOIS en cas de non payement dans le délai de TROIS MOIS

ET ATTENDU qu'il y a lieu de craindre que le condamné ne parvienne à se soustraire par la fuite à l'exécution du présent jugement, ORDONNE SON ARRESTATION IMMEDIATE;

AINSI jugé et prononcé à l'audience publique du 8 juin 1954, à Kigali, à laquelle siégeaient Messieurs :

RENE BOURGEOIS,
FRANCOIS FRAPIER
PIERRE DELFOSSE,

JUGE SUPPLEANT,
OFFICIER DU MINISTRE PUBLIC,
GREFFIER,

LE GREFFIER,
sé/ P. DELFOSSE,

LE JUGE SUPPLEANT,
sé/ R. BOURGEOIS,

Pour copie certifiée conforme

LE GREFFIER
P. DELFOSSE,

Jugé



R. Ecrrou n° 15548

R. M. P. N° 4889/F.

Proposition de Libération conditionnelle.

Identité : Impwiri, muganda, (nom - prénoms)
 fils (fille) de Amurango (+) et de Mubimbi Agnès,
 Originaire de Bunamwiro, s/c de Kago, chef-lieu de Cyadonda, territoire d'Uvira (Uganda)
 résidant au camp-swahili à Ruhengeri
 âgé de 35 ans
 Profession : chauffeur au service du sieur Salim bin Said usri

Juridiction qui a prononcé la sentence	Tribunal de Résidence du Ruanda
Date du jugement	18 juin 1954
Motif de la condamnation	Blessures involontaires Infractions à la police du roulage
Durée de la servitude pénale principale	HUIT MOIS - TROIS MOIS S.M. + 100 frs. amend. D.I. - 500 frs.
Date de l'entrée en détention (Détention préventive ou exécution du jugement)	8 mars 1954
Décision de la juridiction d'appel	
Date du jugement d'appel	
Epoque à laquelle le condamné peut bénéficier de la libération conditionnelle (2)	6-6-54 après paye
Evasions	
Date de libération définitive	11. 11. 54

RESERVÉ A L'AUTORITÉ JUDICIAIRE

Résumé des circonstances de l'infraction — Appréciation de sa gravité et renseignements du parquet concernant les antécédents du condamné, sa moralité, sa situation, ses moyens d'existence, ses relations avec sa famille, ses ressources, etc...

Avis en ce qui concerne la libération conditionnelle.

Condamné principal, adulte, valide, marié, père de 2 enfants, chauffeur au service du sieur Salim bin Said usri

- 1) a involontairement causé des blessures sur son frère Singirimbaho et Kabinunda
- 2) n'est pas resté maître de sa voiture conduisant le camion RV.5160
- 3) a conduit le camion RV.5160 alors que le frein unique n'était pas suffisamment efficace ou l'action suffisante — L'officier du Ministère Public, n'est efficace.

1. Nom, prénoms, profession, lieu de naissance, sexe.

2. Quand il a subi le quart de sa peine, si le quart dépasse trois mois. - Après trois mois dans les cas contraires. Après cinq ans, si la peine est perpétuelle.

Defendeur
27-3-54

77

Date approximative de naissance

Décision de l'autorité administrative

Renseignements du Gardien de Prison

sur la situation du condamné, ses moyens d'existence, ses relations avec sa famille, les ressources de celle-ci, etc...

De favorable

28.7.14

Ra

A. H. Jones

Résidence d. u. Ruanda

N° R. E. / 15848

Prison de Isiged

R. M. P. N°

FICHE DU DÉTENU :

KYEYUNE Samen

Originaire de la chefferie

Gedando

Territoire

Isampla

Résidence ou district

Protectorat de l'Uganda

Condamné le

8 juin 1954

, par

TRB

à

Ruit mors et 8 parcs S.P. - 100f. d'am. 500f. d'I-75/fois

du chef de

blessures involontaires et infraction à la police du roulage

Renseignements divers :

(moralité — amendement — situation familiale)

Tournez s'il vous plaît

PUNITI ONS

Dates	Motif	Peine
<p>7-6-54</p>	<p><i>meant</i> <i>Visite Medicale Sans motif</i></p>	<p><i>8 jours de cachot</i></p>

Ruanda-Urundi

REQUISITION

à fin

D'EMPRISONNEMENT

pour la servitude pénale subsidiaire
et la contrainte par corps.

Tribunal de RESIDENCE DU RUANDA, SEANT A KIGALI
Conseil de guerre

L'Officier du Ministère public près le
Tribunal de 1^{re} Instance, résidant à Kigali
Conseil de guerre de

En vertu des articles 142 et suivants du décret du 11 juillet 1923 :

Requiert le gardien de la prison de Kigali

de maintenir en détention (ou d'incarcérer) le nommé KYLEYUM, préqualifié

condamné par jugement du
Tribunal de Résidence du Ruanda, séant à Kigali
Conseil de guerre de

du 8 juin 1954 19... devenu irrévocable le 18 juin 1954

à DIX JOURS de servitude pénale subsidiaire à défaut de
payer l'amende de 100 francs (ou) à SEPT JOURS

de contrainte par corps faute de paiement de la somme de 75 francs

montant des frais du procès (ou) à TROIS MOIS de contrainte par

corps faute de verser la somme de 800 francs montant des dommages intérêts

à la partie civile.

A Kigali, le 21 septembre 1954

L'Officier du Ministère Public,
A. DANSE,

Date expiration s.p.p

Libéré conditionnellement le

PARQUET DU RUANDA
KIGALI.

AVIS DE FIXATION AU GARDIEN DE LA PRISON DE KIGALI.

Le dossier R.M.P. N° 4889 /F
en cause de 1) *Kigeyume*

2)
3)
4)
5)

détenus préventivement, a été envoyé en fixation devant le Tribunal
de *TRR*.

Kigali, le 12-5- 1954.
Le Secrétaire du Parquet,

[Signature]



R.T. 4889/F

ORDONNANCE DE CONFIRMATION

(Décret du 11 juillet 1923 art. 37)

~~Président~~
Le Juge du Tribunal de { Résidence de ~~Boumba à Kigali~~
Police de (1)

Vu les pièces de l'instruction à charge de ~~Kyeyune préqualifié~~

prévenu de ~~homicide par imprudence (Art. 52 et 53)~~

Vu l'ordonnance en date du ~~28/3/54~~

autorisant la mise en détention préventive ;

Où le Ministère Public en ses réquisitions ;

Entendu l'inculpé et son défenseur M agréé par
nous, (2)

Attendu que l'intérêt public exige le maintien de la détention ;

Attendu que les circonstances graves et exceptionnelles qui ont motivé le mandat d'arrêt subsistent ; (3)

Confirmons pour un mois notre ordonnance en date du ~~12/4/54~~

et vu l'article 38 du prédit décret, ordonnons que l'inculpé sera néanmoins, sur sa demande, laissé en liberté provisoire aux conditions précédemment imposées. (4)

Fait à ~~Kigali~~ le ~~12/5/54~~

~~Président~~
Le Juge du Tribunal de { Résidence de ~~Boumba à Kigali~~
Police de

R. DEBOIS,

Adoung

(1) Le Juge de Police n'a compétence que dans le cas de l'article 35, 1 et 2.

(2) Dresser acte des observations et moyens de l'inculpé ou de son conseil ;

(3) A mentionner seulement dans les cas prévus à l'alinéa final des articles 33 et 34 et spécifier les circonstances graves et exceptionnelles qui justifient la confirmation de l'ordonnance autorisant la détention préventive.

(4) A maintenir ou à supprimer suivant le cas.

OBSERVATIONS : L'ordonnance ne peut être confirmée qu'une seule fois dans les cas prévus à l'article du décret.



ORDONNANCE DE CONFIRMATION

(Décret du 11 juillet 1923 art. 37)

Le Juge du Tribunal de { Résidence de
Police de (1)

Vu les pièces de l'instruction à charge de

prévenu de

Vu l'ordonnance en date du
autorisant la mise en détention préventive ;

Où le Ministère Public en ses réquisitions ;

Entendu l'inculpé et son défenseur M agréé par
nous, (2)

Attendu que l'intérêt public exige le maintien de la détention ;

Attendu que les circonstances graves et exceptionnelles qui ont motivé le mandat d'arrêt subsistent ; (3)

Confirmons pour un mois notre ordonnance en date du
et vu l'article 38 du prédit décret, ordonnons que l'inculpé sera néanmoins, sur sa demande, laissé en liberté provisoire aux
conditions précédemment imposées. (4)

Fait à le 19...

Le Juge du Tribunal de { Résidence de
Police de

(1) Le Juge de Police n'a compétence que dans le cas de l'article 35, 1 et 2.

(2) Dresser acte des observations et moyens de l'inculpé ou de son conseil ;

(3) A mentionner seulement dans les cas prévus à l'alinéa final des articles 33 et 34 et spécifier les circonstances graves et exceptionnelles qui justifient la confirmation de l'ordonnance autorisant la détention préventive.

(4) A maintenir ou à supprimer suivant le cas.

OBSERVATIONS : L'ordonnance ne peut être confirmée qu'une seule fois dans les cas prévus à l'article du décret.

ORDONNANCE DE MISE EN DÉTENTION

L'an mil neuf cent cinquante, le dix-neuf jour du mois de mai

Par devant Nous, Juge de Tribunal de Résidence de [illegible]
Juge de Tribunal de Police de [illegible] a comparu le nommé [illegible],

L'Officier du Ministère Public [illegible]
a exposé qu'une instruction du chef de [illegible]

était ouverte à charge du comparant, qu'il existe contre lui des indices sérieux de culpabilité, que le fait paraît constituer une infraction à l'égard de laquelle la loi commine une peine de S.P. de [illegible] mois que des circonstances graves et exceptionnelles exigent son incarcération et que cette mesure est impérieusement réclamée par l'intérêt de la sécurité publique et les nécessités de l'instruction.

Et a requis la mise en détention préventive de l'inculpé.

Le comparant expose:

L'an mil neuf cent cinquante, le dix-neuf jour du mois de mai

Nous, Juge du Tribunal de Résidence de [illegible]
Juge de Police de [illegible]

Attendu que le nommé [illegible],
est prévenu de [illegible],
et fait l'objet d'une instruction judiciaire au Parquet de [illegible]

Attendu que l'infraction est punissable de [illegible]
qu'il existe contre lui des indices sérieux de culpabilité

Que des circonstances graves et exceptionnelles exigent son incarcération et que cette mesure est impérieusement réclamée par l'intérêt de la sécurité publique et les nécessités de l'instruction.

Vu la requisition du Ministère Public tendant à placer le prévenu en détention préventive.

Vu les articles 33 et 34 du code de procédure pénale.

Ordonnons que le nommé [illegible]
soit conduit et détenu à la prison de [illegible]

Notifié au prévenu le [illegible] 195...

Le Juge. [illegible]

[Signature]

R.P. 1115

N° 952/490

C

~~CONGO BELGE~~Tribunal de RévisionTerritoire de Kigali

REÇU

de M. Kyeyunga - Galimane Kizalila somme de Cent sept francssuivant détail ci-dessous : TOTAL FRS 107 -

Amendes autres que Trib. Police, Terr. ou Centre	Frais Pol. Terr. Centre	Amendes et Frais Pol. Terr. Centre	Droit Proportionnel Som. allouées	Produit Confiscations Judiciaires	Depôt Actes et Procurations	Autres Recettes (I)
-	70.-	-	32.-	-	-	-

(I) Objet de la recette autre :

A Kigali, le 26 août 1954(Nom) Le Comptable P. Deffosse

(Signature)



REQUISITION

A FIN D'EMPRISONNEMENT

Reg. du M.P. No 4228/F.

Reg. du rôle No 1115

TRIBUNAL DE RESIDENCE DU RWANDA, SEANT A

KIGALI

L'officier du Ministère Public près le Tribunal de 1^{re} Instance, résident à Kigali

En vertu de l'article 62 de l'ordonnance-loi du 30 août 1924 et des articles 143 et 146 du décret du 11 juillet 1923;

Requiert Monsieur le Gardien de la prison à Kigali

de recevoir et emprisonner le nommé ~~IZIMUNA~~, présumé

condamné par jugement du Tribunal de Résidence du Rwanda, séant à Kigali

en date du 6 juin 1954, devenu irrévocable le 18 juin 1954

à HUIT MOIS, HUIT JOURS de S.P. et 100 frs. d'amende, ou DIX JOURS

du chef de blessures involontaires S.P.

infractions à la police de roulage

Kigali, le 6 juin 1954

L'Officier du Ministère Public,

~~XXXXXXXX~~ R. LAMY,

Date d'arrestation :

RESIDENCE DE Quanda
Territoire de Kigali

AVIS DE TRANSFERT

Nous soussigné

Jacques PEEL, Gardien de Prison
à Kigali

mandons M. le Gardien de la Prison de

de vouloir bien incarcérer les nommés :

Ruhengeru
KYEYUNE, et KARUME

prévenus de :

Voir dossiers pénitentiaires ci-joints

infraction prévue par :

id.

mis en détention préventive depuis le

id.

suivant pièce dont copie ci-jointe

Kigali, le 23 septembre 1954
le Gardien de Prison

Escorte :

Policier HAJABAKIRA

Témoins :

[Signature]

[Signature]

- Prière de nous renvoyer un exemplaire dûment signé
- Transmis en annexe la fiche de libération conditionnelle du détenu Gashugi André transféré de Kigali le 12/8/54
- Prière de veiller à ce que les prévenus, chacun, les sommes dues, ce pourquoi ils ont sollicité le transfert

PRO-JUSTITIA.

PROCÈS-VERBAL D'ARRESTATION.

L'an mil neuf cent ~~cinquante quatre~~, le ~~huitième~~
 jour du mois de ~~mars~~
 Nous, ~~NEVEJANS Daniel, Agent Territorial Principal~~
 en Territoire de ~~Ruhengeri~~, Officier de Police Judiciaire à compétence
~~générale~~
 Avons, en vertu de l'article 6 du Code de Procédure Pénale,
 saisi le nommé ~~K Y E Y U N E Damien~~, fils de ~~Kasumba Casimir (+)~~
 et de ~~Nabirumbi Agnès (+)~~, originaire du Territoire de ~~Kampala (Uganda)~~
 chefferie ~~Cyadondo~~, sous-chefferie ~~Bunamweya~~
 colline ~~Bunamweya~~, résidant à ~~la Cité Indigène de Ruhengeri,~~
 inculpé de ~~1. Passagers clandestins~~ et attendu que l'infraction commise par cet
~~2. Pressures involontaires~~
~~3. Exces de vitesse~~
 indigène est punissable de - (1) plus de deux mois - (2) au moins six mois de servitude pénale et - (1) qu'elle est fla-
 grante ou réputée telle - (2) que nous avons recueilli des indices sérieux de culpabilité, nous l'avons fait conduire
 à la prison de Ruhengeri.

Je jure que le présent procès-verbal est sincère.

L'officier de Police Judiciaire,

D. NEVEJANS.-

(1) (2) Si la saisie se fait en dehors d'un rayon de 25 km. du lieu où se trouve l'autorité judiciaire chargée de poursuivre ou de ré-
 primer l'infraction.

G.G

PRO-JUSTITIA.

PROCÈS-VERBAL D'ARRESTATION.

L'an mil neuf cent cinquante quatre, le huitième
jour du mois de mars

Nous, NEVEJANS Daniel, Agent Territorial Principal
en Territoire de Ruhengeri, Officier de Police Judiciaire à compétence
générale

Avons, en vertu de l'article 6 du Code de Procédure Pénale,

saisi le nommé KY E Y U N E Damien, fils de Kasumba Casimir (+)

et de Nabirumbi Agnès (+), originaire du Territoire de Kampala (Uganda)

chefferie Cyadondo, sous-chefferie Bunamweya

colline Bunamweya, résidant à la Cité Indigène de Ruhengeri,

inculpé de 1. Passagers clandestins
2. Blessures involontaires
3. Exces de vitesse et attendu que l'infraction commise par cet
indigène est punissable de - (1) plus de deux mois-(2) au moins six mois de servitude pénale et-(1) qu'elle est fla-
grante ou réputée telle - (2) que nous avons recueilli des indices sérieux de culpabilité, nous l'avons fait conduire

à la prison de Ruhengeri.-

Je jure que le présent procès-verbal est sincère.

L'officier de Police Judiciaire,

D. NEVEJANS.-

(1) (2) Si la saisie se fait en dehors d'un rayon de 25 km. du lieu où se trouve l'autorité judiciaire chargée de poursuivre ou de ré-
primer l'infraction.

RESIDENCE DE Ruanda
Territoire de Rukengeri

AVIS DE TRANSFERT

Nous soussigné

mandons M. le Gardien de la Prison de

de vouloir bien incarcérer les nommés:

prévenus de :

infraction prévue par :

mis en détention préventive depuis le

suivant pièce dont copie ci-jointe

Escorte :

Témoins :

JANS Daniel
Gardien de Prison à Rukengeri
Kigali
KYETUNE Damien

8 mars 1954
dernier pénitenciaire
Rukengeri, le 18 mars 1954
Le Gardien de Prison

MBOKA soldat 1^{re} classe.

[Signature]